

5. Quelle somme a-t-on versée au titre du rétablissement agricole des Prairies, au cours de chaque mois, de janvier à juin inclusivement, en 1945, 1946, 1947 et 1948?

6. Quelle somme a-t-on versée au titre du rétablissement agricole des Prairies, au cours de chaque mois, de juillet à décembre inclusivement, en 1945, 1946, 1947, 1948 et 1949?

7. Quelle somme a-t-on versée au titre de l'assistance à l'agriculture des Prairies, au cours de chaque mois, de janvier à juin inclusivement, en 1949?

8. Quelle somme a-t-on versée au titre de l'assistance à l'agriculture des Prairies, au cours de chaque mois, de janvier à juin inclusivement, en 1945, 1946, 1947 et 1948?

9. Quelle somme a-t-on versée au titre de l'assistance à l'agriculture des Prairies, au cours de chaque mois, de juillet à décembre inclusivement, en 1945, 1946, 1947, 1948 et 1949?

10. Au cours de chaque mois, de janvier à juin inclusivement, en 1949, quelle a été la somme des versements effectués directement au peuple canadien par le ministère de l'Agriculture à d'autres titres que les paiements supplémentaires pour les récoltes de blé, et que les paiements sous le régime de la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies et de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies?

NOMINATIONS FAITES PAR LA COMMISSION DU SERVICE CIVIL

M. Diefenbaker:

1. Au cours de chaque mois, à compter du 1^{er} janvier 1949 au 1^{er} février 1950 inclusivement, quel a été le nombre des nominations a) permanentes, b) temporaires, effectuées par la Commission du service civil?

2. Combien de nominations ont été effectuées a) sans l'intermédiaire de la Commission du service civil, b) à la suite d'un certificat accordé par la dite Commission?

ASSISTANCE À L'AGRICULTURE DES PRAIRIES— DEMANDES REFUSÉES

M. Diefenbaker:

1. Entre le 1^{er} juillet 1949 et le 1^{er} février 1950, combien de demandes d'allocations sous le régime de la loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies ont été refusées ou rejetées dans chacune des provinces des Prairies a) à des particuliers, b) à des townships?

2. a) Dans chaque province, combien de demandes d'allocations refusées ou rejetées sous le régime de ladite loi ont été présentées à la commission de révision, b) quel est le nombre total de cas, dans chaque province, où ladite commission a infirmé la décision dont on en appelait?

VALEURS DU PACIFIQUE-CANADIEN

M. Knowles:

1. Le 1^{er} septembre 1939, quel était le montant total des valeurs de toute espèce du Pacifique-Canadien détenues au Royaume-Uni, aux États-Unis, au Canada et dans d'autres pays?

2. Quel est actuellement le montant total des valeurs de toute espèce du Pacifique-Canadien détenues dans les pays susmentionnés?

3. Le gouvernement du Royaume-Uni a-t-il fait l'acquisition de valeurs du Pacifique-Canadien détenues au Royaume-Uni? Dans le cas de l'affirmative, quel est le montant des valeurs dont il a fait l'acquisition?

4. Quel est le montant total des valeurs du Pacifique-Canadien rapatriées du Royaume-Uni au Canada depuis le 1^{er} septembre 1939 et qu'est-il advenu des valeurs ainsi rapatriées au Canada?

5. Le gouvernement canadien a-t-il fait l'acquisition de valeurs du Pacifique-Canadien après la première guerre mondiale? Dans le cas de l'affirmative, dans quelle mesure a-t-il fait l'acquisition de ces valeurs et dans quelle mesure possède-t-il encore de ces valeurs?

6. Le gouvernement canadien possède-t-il des valeurs du Pacifique-Canadien autres que celles dont il a fait l'acquisition après la première guerre mondiale?

7. Quelle somme globale le gouvernement canadien a-t-il reçue, jusqu'à ce jour, comme rendement sur ces valeurs du Pacifique-Canadien et qu'est-il advenu de ces sommes?

8. Y a-t-il des fonctionnaires du National-Canadien ou des administrateurs de la Banque de Montréal ou certains ministres du cabinet parmi les administrateurs du Pacifique-Canadien ou de l'une de ses filiales? Dans le cas de l'affirmative, quels sont-ils?

9. Quelle somme globale, sous forme a) de paiements comptants, b) de subventions, c) de prêts, le Pacifique-Canadien a-t-il reçue du gouvernement fédéral à compter de la date où la société a été projetée jusqu'à ce jour?

10. Combien de milles carrés de terres le Pacifique-Canadien a-t-il reçus du gouvernement fédéral, dans chaque province, à compter de la date où la société a été projetée jusqu'à ce jour?

CHEMINS DE FER ET MARINE MARCHANDE

INSTITUTION DU COMITÉ DES COMPTES ET PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES DES ENTREPRISES DE TRANSPORT DE L'ÉTAT

L'hon. Lionel Chevrier (ministre des Transports) propose:

La Chambre décide qu'un comité des chemins de fer et de la marine marchande que l'État possède, exploite et contrôle soit institué, pour la présente session, en vue de faire l'examen des comptes, des prévisions budgétaires et des projets de loi qui ont trait aux chemins de fer Nationaux du Canada, aux *Canadian National (West Indies) Steamships* et aux Lignes aériennes Trans-Canada, sous réserve, cependant, des droits du comité des subsides à l'égard du vote des deniers publics; et que ce comité soit autorisé à assigner des témoins, à faire produire des documents et des dossiers, à faire rapport à l'occasion et que, notwithstanding les dispositions de l'article 65 du Règlement concernant la restriction sur le nombre de membres, ledit comité se compose de Messieurs Adamson, Beaudry, Bourget, Carter, Cavers, Chevrier, Cleaver, Follwell, Fraser, George, Gillis, Hatfield, Healy, Helme, James, Knight, Macdonald (Edmonton-Est), McCulloch, McLure, Mott, Mutch, Picard, Pouliot, Thomas et Tustin.

—Il s'agit, monsieur l'Orateur, de la motion ordinaire présentée chaque année avant l'établissement du comité des chemins de fer et de la marine marchande, auquel j'ai déféré le rapport annuel du National-Canadien, le rapport d'Air-Canada et certains autres articles des crédits qui sont retirés du comité des subsides. La motion est sous la même forme que l'an dernier.

M. Graydon: Le ministre des Travaux publics (M. Fournier) nous en a-t-il parlé hier?